

## Philippines

*Sarah Bestang K. Dekdeken*  
*Jill K. Cariño*

Le dernier recensement réalisé aux Philippines en 2010 comprenait pour la première fois une variable ethnique mais aucun chiffre officiel concernant les peuples autochtones n'a encore vu le jour. La population autochtone du pays est toujours estimée entre 10% et 20% de la population nationale, et devrait actuellement atteindre 102,9 millions. Les groupes autochtones dans les montagnes du nord de Luzon (Cordillère) sont collectivement connus sous le nom d'*Igorot* alors que les groupes de l'île méridionale de Mindanao sont appelés *Lumad*. Il existe de petits groupes connus sous le nom de *Mangyan* dans les îles centrales, ainsi que des groupes plus petits, plus dispersés, dans les îles centrales et l'île de Luzon, y compris plusieurs groupes de chasseurs-cueilleurs en transition.



Les peuples autochtones aux Philippines ont conservé une grande partie de leur culture traditionnelle et précoloniale, de leurs institutions sociales et de leurs pratiques de subsistance. De manière générale, ils vivent dans des zones isolées, marquées par des difficultés d'accès aux services sociaux de base et par le peu d'opportunités pour les activités économiques, l'éducation ou la participation politique. En revanche, les ressources naturelles commerciales comme les ressources minérales, les forêts et les rivières sont souvent localisées sur leurs territoires, ce qui les rend continuellement vulnérables à un développement agressif et à l'accaparement des terres.

La loi de la République 8371, connue sous le nom de Loi sur les droits des peuples autochtones (*Indigenous Peoples' Rights Act, IPRA*), a été promulguée en 1997. La loi a été saluée pour son soutien à l'intégrité culturelle des peuples autochtones, à leurs terres et à leur droit pour un développement autogéré de ces terres. Cependant, une mise en œuvre plus substantielle de la loi est toujours attendue, en dehors des critiques fondamentales de la loi elle-même.

Les Philippines ont voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (*United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, UN-DRIP*), mais le gouvernement n'a pas encore ratifié la Convention 169 de l'OIT.

## **Elections nationales**

Les élections nationales de mai 2016 ont marqué un changement majeur dans le leadership politique aux Philippines. Le candidat de l'opposition Rodrigo Duterte a été élu président avec un score accablant de 16.601.997 voix, soit 6,6 millions de voix de plus que son rival le plus proche, candidat à l'administration Mar Roxas.<sup>1</sup> Au cours de la campagne, Duterte a gagné en popularité avec sa plate-forme de lutte contre la criminalité, la drogue et la corruption, gagnant le cœur des masses philippines avec sa promesse de « changement authentique ».

Les peuples autochtones (Indigenous peoples, IP) se sont engagés dans le processus électoral en lançant leur propre parti politique "Sulong Katribu" pour représenter leurs intérêts aux élections. Cette tentative des peuples autochtones d'obtenir des sièges au Congrès par le biais du système de la liste des partis a échoué, non en raison de votes insuffisants, mais parce que la Commission des élections et la Cour suprême a refusé d'accréditer Sulong Katribu pour participer aux élections nationales de 2016. La disqualification de la liste du parti a été condamnée par de nombreux peuples autochtones, dont *Katribu Kalipunang Katutubong Mamamayan ng Pilipinas* (KATRIBU), une alliance nationale des IP aux Philippines, l'Alliance des peuples de la Cordillère (Cordillera Peoples' Alliance, CPA) et KALUMARAN de Mindanao. Ils ont déposé plusieurs appels en affirmant que toutes les exigences relatives à l'accréditation de la liste des partis avaient été respectées et que la disqualification de Sulong Katribu était un moyen de marginaliser davantage et de discriminer les peuples autochtones. Toutefois, ces recours ont également été rejetés.

## **Programme 2016 des peuples autochtones**

Le 29 juin 2016, un Sommet national des peuples - *National Peoples' Summit* a été organisé avec plus de 1 000 dirigeants de diverses organisations des peuples, y compris les peuples autochtones, visant à élaborer un agenda complet des peuples pour les 100 premiers jours de la présidence de Duterte. Cet événement a été suivi d'un dialogue avec le président Duterte le 30 juin, date à laquelle il a été investi en tant que nouveau président philippin<sup>2</sup>. Les dirigeants des peuples autochtones ont rejoint le dialogue avec le président. C'était la première fois qu'ils étaient invités à entrer dans le palais présidentiel de Malacañang.

Le 8 août 2016, en commémoration de la Journée internationale des peuples autochtones du monde, des IP de différentes régions du pays, dirigés par KATRIBU, ont organisé un rassemblement et ont soumis un programme pour les IP en six points au Président qui comprenait leurs demandes de longue date de justice, de paix et de respect des droits des peuples autochtones.<sup>3</sup> Ils ont demandé que la nouvelle administration reprenne les négociations de paix et libère les prisonniers politiques ; promeuve le droit sur les terres ancestrales et à l'autodétermination ; arrête le pillage des ressources naturelles dans les territoires autochtones ; fournisse des services sociaux gratuits et suffisants, des moyens de subsistance et un soutien aux victimes de calamités naturelles ; respecte et promeuve les droits de l'homme ; et tienne l'ancien président Benigno Aquino III responsable de la violation des droits des peuples autochtones.<sup>4</sup> Un forum médiatique et une exposition de photos sur le thème du droit à l'éducation des IP ont également eu lieu.

Un autre rassemblement de 75 hommes et femmes autochtones de 29 groupes de peuples autochtones s'est réuni à Quezon City du 9 au 11 août 2016 sur le thème « *Assurer le respect des droits des peuples autochtones dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable* ». Le rassemblement a rédigé une déclaration sur l'état des IP aux Philippines, qui a été présentée au gouvernement et aux organismes des Nations Unies, y compris au Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Parmi les revendications les plus marquées, on peut noter : la participation pleine et effective des IP dans les négociations de paix entre le gouvernement philippin et les groupes révolutionnaires ; la reconnaissance de la propriété collective des domaines ancestraux ; la garantie d'une éducation des enfants des IP dans leur langue maternelle ; le renforcement des professions traditionnelles et des innovations ; un arrêt des opérations minières qui ont des répercussions sociales et environnementales défavorables ; un soutien aux actions d'adaptation et d'atténuation des peuples autochtones au changement climatique ; une garantie de représentation des femmes autochtones dans les organes décisionnels locaux ; et la réorganisation de la Commission nationale des peuples autochtones (*National Commission on Indigenous Peoples, NCIP*). Le groupe a également demandé au gouvernement d'inviter le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones pour une mission officielle aux Philippines en 2017.<sup>5</sup> La réponse du gouvernement à ces divers agendas des IP est encore attendue.

Les changements intervenus dans la nouvelle administration depuis juillet 2016 ont suscité à la fois des félicitations et des critiques de la part de diverses parties. Les organisations de peuples autochtones étaient parmi celles qui ont exprimé leur soutien à certaines des

déclarations populistes du Président. Au cours de son discours inaugural, le Président a mentionné expressément la nécessité d'aborder les préoccupations des peuples autochtones pendant les négociations de paix entre le gouvernement et les groupes révolutionnaires. De même, dans son discours sur l'état de la Nation en juillet, il a déclaré : « *Nous aborderons vigoureusement les griefs exprimés à maintes reprises par Bangsamoro, les peuples autochtones et d'autres groupes sur les questions de sécurité, de développement, d'accès équitable à la prise de décision et d'acceptation des identités* ». <sup>6</sup>

Dans un dialogue avec les évacués *Lumad* en juillet, le président a garanti le retour en toute sécurité de ces derniers qui avaient fui leur village après que trois civils aient été tués par des forces paramilitaires dans leurs communautés militarisées. En octobre 2016, après plus d'un an de séjour dans les centres d'accueil, quelque 4 700 déplacés *Lumad* sont rentrés à Lianga, Surigao del Sur, où ils ont retrouvé leurs maisons et leurs fermes en état d'abandon, nécessitant des mois de travail acharné pour pouvoir retourner à leur vie normale, sans soutien ni compensation de la part du gouvernement. <sup>7</sup> Pendant ce temps, les organisations autochtones sont restées critiques, en particulier sur la militarisation continue dans le cadre des opérations de contre-insurrection Oplan Bayanihan et sur l'augmentation du nombre d'exécutions extrajudiciaires.

### **Reprise des pourparlers de paix**

Un développement majeur au cours des six derniers mois de 2016 a été la reprise des négociations de paix entre le Gouvernement des Philippines (GPH) et le Parti communiste des Philippines – *Communist Party of the Philippines* CPP, l'Armée des nouveaux Peuples – *New People's Army* NPA et le Front démocrate national des Philippines – *National Democratic Front of the Philippines* NDFP), qui mènent une révolution armée depuis 1968. La reprise des pourparlers de paix (qui ont été suspendus en 2011) a été accompagnée par la libération de 21 prisonniers politiques, l'affirmation de l'Accord global sur les droits de l'homme et le respect du droit international humanitaire signé en 1998, l'accélération des discussions sur l'agenda de fond et le cessez-le-feu unilatéral indéfini et sans précédent par les deux parties du conflit armé. <sup>8</sup>

Les groupes de peuples autochtones ont exprimé leur soutien aux pourparlers de paix, d'autant plus que de nombreuses zones des IP sont les terrains de la lutte armée. L'armée affirme que « 90% des bases de guérilla et des camps de NPA se situent dans les domaines ancestraux et 3 des 4 NPAs dans l'est de Mindanao sont autochtones. » <sup>9</sup> À la lumière des pourparlers de paix en cours, les IP demandent l'inclusion des droits des IP et des préoccupations sur les terres ancestrales dans le projet d'Accord global sur les réformes socioéconomiques (*Comprehensive Agreement on Socio-Economic Reforms*, CASER).

En ce qui concerne la lutte Bangsamoro pour l'autodétermination à Mindanao, le projet de loi fondamentale de Bangsamoro a échoué dans le cadre du Congrès précédent et a été mis de côté. La nouvelle administration a maintenant reconstitué le Comité de transition de Bangsamoro et a engagé un dialogue avec le Front de libération islamique Moro (*Moro Islamic Liberation Front*, MILF) et le Front de libération nationale Moro (*Moro National*

*Liberation Front*, MNLF), visant à parvenir à un nouveau projet de loi de Bangsamoro dans le cadre d'un système de gouvernement fédéral proposé.<sup>10</sup>

## **Militarisation et violations des droits de l'homme**

Le président Duterte a gagné de la notoriété dans le monde entier pour sa « guerre contre les drogues », connue sous le nom de *Oplan Tokhang*, qui a entraîné une augmentation du nombre de morts et une aggravation du climat d'impunité dans le pays. Le 2 janvier 2017, Rappler a documenté 6 218 personnes tuées dans la guerre contre la drogue depuis le 1er juillet 2016. Parmi ceux-ci, 2 169 étaient des personnalités soupçonnées de trafic de drogue tandis que 4 049 ont été des victimes d'exécutions extrajudiciaires.<sup>11</sup> Diverses organisations et institutions de la société civile dans le pays ont vivement critiqué la violation de la procédure régulière et de l'Etat de droit provoquée par la guerre contre les drogues.

Des exécutions politiques extrajudiciaires d'IPs et d'autres violations des droits de l'homme se sont poursuivies suite à la militarisation des communautés autochtones malgré les cessez-le-feu unilatéraux déclarés par le gouvernement et le NDFP. Le 13 octobre 2016, un membre de 28 ans de Panalipdan Youth dans la Vallée de Compostela a été abattu par des hommes armés supposés être des éléments du 46e bataillon d'infanterie de l'armée philippine alors qu'il rentrait à la maison.<sup>12</sup> Dans la Province Ifugao, l'utilisation continue de salles communautaires ou de *barangays* comme camps militaires par le 54e bataillon d'infanterie de l'armée philippine suscite la peur parmi les résidents et met en péril leur vie. Le 18 novembre 2016, un travailleur civil s'est disputé avec un soldat du 54e bataillon d'infanterie qui l'a ensuite tué en déclarant qu'il était en légitime défense.<sup>13</sup>

## **Suspension des opérations minières**

Gina Lopez, une avocate environnementale bien connue, a été nommée nouvelle secrétaire du Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles. Lopez a entrepris un audit environnemental de 41 sociétés minières opérant dans différentes régions du pays, y compris sur les territoires des IPs. Préalablement à ces audits, Lopez avait déjà suspendu les opérations de 10 mines pour violation des lois environnementales. L'audit a abouti à une liste de 20 autres mines menacées de suspension.<sup>14</sup> Les IP font pression pour que soient délivrés et mis en œuvre les ordres de suspension.

## **Expansion des monocultures**

Les peuples autochtones ont exprimé leur inquiétude face aux plans gouvernementaux visant à stimuler les investissements des entreprises étrangères dans les palmiers à huile et à étendre les plantations monocultures aux Philippines. À Mindanao, plusieurs centaines de milliers d'hectares ont déjà été transformés en plantations de palmier à huile.<sup>15</sup> Le gouvernement s'est prononcé sur 5,67 millions d'hectares, soit 18% de la superficie totale du pays, pour une conversion de l'utilisation de ces terres par l'entremise d'accords collectifs de sociétés agroalimentaires et d'investissements étrangers directs. Cette décision conduit notamment à l'expansion des zones de palmier à huile à un million d'hectares, en grande partie à Mindanao, et jusqu'à 15 469 hectares dans huit municipalités du sud de

Palawan<sup>16</sup>, affectant les communautés autochtones. L'expansion agressive des plantations de ces dernières années a entraîné de nombreux cas de violations des droits de l'homme vis-à-vis des agriculteurs, des travailleurs des plantations et des peuples autochtones. Les membres des communautés des municipalités de Bataraza et Española à Palawan ont signalé la manière dont leurs droits avaient été violés par plusieurs entreprises qui continuent d'étendre leurs plantations de palmiers à huile sur les terres communautaires sans leur consentement préalable, libre et éclairé (Free, Prior and Informed Consent, FPIC). La Coalition des ONGs de Palawan contre l'accaparement des terres (Coalition Against Land Grabbing, CALG) et la Commission des droits de l'Homme aux Philippines (Commission on Human Rights in the Philippines, CHRP) ont conduit une enquête qui a révélé un schéma d'occupation des terres et de destruction des forêts de la part des compagnies d'huile de palme et qui a révélé la complicité des fonctionnaires du gouvernement dans l'accaparement frauduleux des terres des peuples autochtones.<sup>17</sup>

### **Lakbayan 2016 (Expédition 2016)**

Du 13 au 21 octobre 2016, environ 3 000 IPs et Moro de différentes régions du pays ont convergé sur la métropole de Manille pour le *Lakbayan* (Expédition) des minorités nationales pour l'autodétermination et la paix juste (National Minorities for Self-Determination and Just Peace).<sup>18</sup> Le *Lakbayan* visait à promouvoir les droits et les luttes des minorités nationales à travers une série de manifestations, de séminaires, de forums, de dialogues et de rencontres avec des membres du Congrès et des organismes gouvernementaux, ainsi qu'au travers de manifestations culturelles et de solidarité visant à mettre un terme au développement agressif, à la militarisation, aux violations des droits de l'homme et à la négligence du gouvernement vis-à-vis des services sociaux. Le 19 octobre 2016, les IP et Moro protestant contre l'ambassade des États-Unis ont été à plusieurs reprises poussés violemment par une voiture de police et dispersés avec des canons à eau, des matraques et des gaz lacrymogènes : au moins 50 personnes furent blessées et 29 détenues provisoirement.<sup>19</sup> Parmi les blessés, Piya Malayao, secrétaire général de Katribu, a condamné la brutalité policière lors de la dispersion des manifestants. Le Lakbayan a néanmoins réussi à sensibiliser davantage le public au problème des IP dans le pays et à transmettre ses demandes aux fonctionnaires et organismes gouvernementaux concernés.

### **Formation de SANDUGO**

Les 14 et 15 octobre 2016, environ 600 délégués ont tenu une assemblée de deux jours pour lancer le Mouvement SANDUGO des peuples autochtones et Moro pour l'Autodétermination, montrant pour la première fois les IP et les Bangsamoro réunis autour d'actions collectives dans leur lutte commune pour l'autodétermination. Au moins 51 personnes de diverses tribus, groupes ethnolinguistiques et défenseurs ont constitué les Coordinateurs nationaux fondateurs de SANDUGO. En plus du lancement du mouvement, l'assemblée a proposé une résolution qu'elle a soumise à la fois aux négociateurs de paix GPH et CPP-NPA-NDFP, appelant à une section distincte pour les droits des IPs et les préoccupations des Moro dans le CASER afin de résoudre le problème particulier de l'oppression nationale dans le pays.<sup>20</sup>

## Observations de l'ONU sur les peuples autochtones des Philippines

Tout au long de l'année 2016, plusieurs organisations philippines de peuples autochtones ont participé à la préparation de contre-rapports, à la réalisation d'interventions et / ou à la présentation de plaintes à divers mécanismes de l'ONU, notamment auprès du UNPFII, du CESCR, du CEDAW, de l'UPR, et du département des Entreprises & Droits de l'Homme, afin de présenter la situation des peuples autochtones philippins.

### Notes et références

---

<sup>1</sup> Rappler. “#PHVote 2016 Official Election Results”, <http://ph.rappler.com/elections/2016/results/official>

<sup>2</sup> Altermidya. ‘Comprehensive agenda’: Sectoral groups present set of reforms for Duterte gov’t, <http://altermidya.net/comprehensive-agenda-sectoral-groups-present-set-reforms-duterte-govt/>

<sup>3</sup> Ayroso, Dee. Bulatlat. “Groups bring 6-point Indigenous Peoples Agenda to Duterte”, <http://bulatlat.com/main/2016/08/11/groups-bring-6-point-indigenous-peoples-agenda-to-duterte/>

<sup>4</sup> Katribu Kalipunan ng Katutubong Mamamayan ng Pilipinas. “*Ang Adyenda ng mga Katutubong Mamamayan sa Gobyernong Rodrigo Duterte*” (IP Agenda on the Rodrigo Duterte Government)

<sup>5</sup> Ensuring Fulfillment of Indigenous Peoples’ Rights in the Implementation of the SDGs. Statement of indigenous peoples in the Philippines presented to the representatives of UN bodies and government agencies during the celebration of International Day of the World’s Indigenous Peoples 9-11 August 2016, <http://www.tebtebba.org/index.php/content/372-ensuring-fulfillment-of-indigenous-peoples-rights-in-the-implementation-of-the-sustainable-development-goals>

<sup>6</sup> Inquirer.net. FULL TEXT: President Duterte’s first State of the Nation Address, <http://newsinfo.inquirer.net/799060/full-text-president-rodrigo-duterte-first-sona-state-nation-address-2016#ixzz4UmXJyXus>

<sup>7</sup> Inquirer, 26 October 2016. “Lumad evacuees now home, face challenge of restarting lives”, <http://newsinfo.inquirer.net/833534/lumad-evacuees-now-home-face-challenge-of-restarting-lives>

<sup>8</sup> Interkasyon. “Bayan, Karapatan list achievements, challenges of Duterte’s first 100 days”, <http://interkasyon.com/article/133104/10-10--bayan-lists-achievements-challenges-of-dutertes-first-100-days>

<sup>9</sup> Rappler. “Lumad: Caught in the middle of a war”, <http://www.rappler.com/newsbreak/in-depth/105272-lumad-eastern-mindanao-war>

<sup>10</sup> Inquirer.net. “Bangsamoro Commission reconstituted”. Link: <http://newsinfo.inquirer.net/842046/bangsamoro-commission-reconstituted>

<sup>11</sup> Rappler. “IN NUMBERS: The Philippines’ ‘war on drugs’”, <http://www.rappler.com/newsbreak/iq/145814-numbers-statistics-philippines-war-drugs>

<sup>12</sup> Bulatlat. “Another Lumad killed in Compostela Valley”, <http://bulatlat.com/main/2016/10/13/another-lumad-killed-compostela-valley/>

<sup>13</sup> Press Statement, 24 November 2016: “Ifugao Peasant Movement Statement on the Continued Militarization of Ifugao”

<sup>14</sup> Philippine Daily Inquirer. “20 mining firms face suspension”, <http://newsinfo.inquirer.net/819728/20-mining-firms-face-suspension>

---

<sup>15</sup> Juan M. Pulhin and Mark Anthony M. Ramirez. National Updates on Agribusiness Large Scale Land Acquisitions in Southeast Asia. Brief #4 of 8: Republic of the Philippines

<sup>16</sup> <http://ppdci.org/wp-content/uploads/2010/04/5th-NPOC-report2.pdf>

<sup>17</sup> Forest Peoples Programme. Human rights violations and agribusiness – Justice now for impacted communities! 14 December 2015, <http://www.forestpeoples.org/topics/agribusiness/news/2015/12/human-rights-violations-and-agribusiness-justice-now-impacted-commu>

<sup>18</sup> GMA News, 14 October 2016. “Some 3k indigenous people gather at UP Diliman to call for protection of rights, <http://www.gmanetwork.com/news/story/584982/news/nation/some-3k-indigenous-people-gather-at-up-diliman-to-call-for-protection-of-rights>

<sup>19</sup> Bulatlat, 19 October 2016. “50 injured, 29 nabbed as police disperse protest at US embassy”, <http://bulatlat.com/main/2016/10/19/50-injured-29-nabbed-as-police-disperse-protest-at-us-embassy/>

<sup>20</sup> *Sandugo Resolusyon hinggil sa: Pagbubuo ng Hiwalay na Seksyon sa CASER sa Karapatan ng Pambansang Minorya o Katutubong Mamamayan at Moro*. 15 October 2016.

**Sarah Bestang K. Dekdeken** est une Kankanaey Igorot de la région de la Cordillère nord des Philippines. Elle est un membre du personnel de l'alliance des Peuples de la Cordillère, une fédération d'organisations populaires progressistes, la plupart étant des organisations locales de communautés autochtones de la région de la Cordillère.

**Jill K. Cariño**, une Igorot Ibaloi, est l'actuelle Vice-présidente des Affaires extérieures de l'Alliance des Peuples de la Cordillère, et Coordinatrice et Directrice de programme de l'Équipe spéciale des Philippines pour les droits des peuples autochtones (Philippine Task Force for Indigenous Peoples' Rights, TFIP), un réseau d'organisations non gouvernementales aux Philippines défendant la cause des peuples autochtones.

Source : IWGIA, *The Indigenous World 2017*

Traduction par **Aurélie Druguet** membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie du sud-est